

La vie aux champs

« Ne pas faire du faux » : cette volonté était et reste au cœur des activités de « Nos oignons », association pionnière de l'agriculture sociale en Belgique francophone. Initialement destiné aux usager·ères d'un centre de jour en santé mentale, le projet a progressivement élargi le cercle de ses bénéficiaires sans jamais remettre en cause son principe fondateur.

« Il ne s'agit pas de faire de l'agrothérapie mais de véritablement contribuer, de manière libre et active, à une production réelle en coopérant avec des personnes dont c'est le métier. » précise Aurélie Claeys Bouuaert, référente de terrain « Nos oignons » au Courtileke, à Haren, où nous l'avons rencontrée.



Aurélie Claeys Bouuaert

Référente de terrain

« Nos oignons »

Racontez-nous comment ce projet a vu le jour...

Nous sommes en 2012, au Club Antonin Artaud, un centre de jour en santé mentale dont le travail s'ancre profondément dans une volonté et un souci de ne pas « faire du faux ». Le concept d'art-thérapie, par exemple, pose problème car on réfute le principe de faire de l'art pour soigner. On fait de l'art, point. Accessoirement avec des personnes souffrant d'une pathologie mentale ou autre mais cela ne s'inscrit nullement dans une démarche thérapeutique. C'est et doit rester une pratique artistique et rien d'autre.

Les locaux du Club se trouvaient en plein centre de Bruxelles et l'équipe souhaitait offrir aux usagers l'opportunité de sortir de cet environnement urbain, de respirer au grand air, de se (re)connecter à la nature, pas en cultivant quelques bacs en ville mais en contribuant réellement à la production agricole. Samuel Hubaux, qui fondera plus tard

« Nos oignons », travaillait comme référent social chez Antonin Artaud. Il a discuté de cette idée avec un ami maraîcher qui lui a dit « moi, ça m'intéresse. Si vous voulez, je peux vous accueillir. Vous venez une fois par semaine me donner un coup de main... » C'est ainsi que tout a commencé, avec une dynamique d'entraide où on apporte une force de travail en s'appuyant sur le savoir-faire, l'expérience et les ressources de celles et ceux qui travaillent la terre au quotidien. Tous les jeudis, une camionnette partait du Club pour rejoindre la ferme. Le rendez-vous était connu, chacun et chacune était libre de s'y joindre ou non.

Il s'agissait d'une activité parmi d'autres proposées aux usagers du Club ?

Oui. Participait qui voulait. Aujourd'hui encore, la participation se fait sur base volontaire. C'est indispensable de le dire et le redire, cette chose ne fonctionne que dans un principe de totale liberté d'aller et de venir. « Pouvoir » n'est pas « devoir », sans quoi on est dans de l'exploitation...

Il nous appartient de créer les conditions de ce « pouvoir participer » car de nombreux freins ont été mis en place, précisément pour éviter l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché. C'est un enjeu majeur : comment peut-on, dans un espace de liberté, contribuer à une production collective sans s'exploiter les uns les autres... ?



C'est à partir de l'expérience du Club Antonin Artaud que le projet a essaimé ?

Exactement. « Nos oignons » a été créé et diverses collaborations ont été développées avec des agriculteurs wallons.

Et à Bruxelles... ?

Nous recevions des échos de quelques initiateurs de fermes urbaines qui disaient « nous sommes sursollicités par des personnes et des institutions en manque de nature qui souhaitent venir nous aider. Mais c'est comme si on proposait à un boulanger de débarquer dans son atelier pour mettre les mains dans la pâte, c'est ingérable. Oui, il y a du travail mais on ne peut pas être là tous les jours pour accueillir les gens, leur expliquer notre métier, leur attribuer des tâches, contrôler ce qu'ils font... » Il y avait clairement un appel à créer quelque chose qui leur permette de dire « oui » sans s'écrouler sous la masse de travail supplémentaire que cela générerait.

Dans le même temps, les structures social-santé avaient une demande pour la création de ponts vers des lieux et des activités hors soins spécialisés.

Nous avions par ailleurs connaissance d'études établissant qu'il était quasiment impossible pour des microstructures de maraîchage bruxelloises de s'appuyer sur leur seule force de production. Elles étaient presque structurellement dépendantes d'un soutien bénévole, avaient la nécessité d'être portées par une communauté plus large. Le maraîchage constitue le parent pauvre de l'activité agricole car il exige beaucoup de soins et donc de temps.

Dans ce contexte, nous avons lancé en 2019 une recherche-action participative qui réunissait « Nos

oignons », deux potentiels partenaires agricoles et « La trace », une association active dans l'accompagnement via le sport nature et l'aventure. L'objectif : définir ce qu'il convenait de mettre en place pour que la rencontre agriculteurs – public s'équilibre.

Sur quoi ce travail a-t-il débouché ?

Dans un premier temps, nous nous sommes attachés à définir le public auquel nous souhaitions nous adresser. Nous nous sommes accordés sur la définition suivante : « Toute personne qui souhaite mettre les mains dans la terre, respirer au grand air et se faire du bien, avec une priorité donnée aux personnes qui fréquentent un service de santé mentale, d'addiction ou d'aide sociale. » La première partie réfère à ce qui motive la démarche mais si nous en restions-là, nous risquions de tomber dans un piège validiste, laisser croire que pour s'investir et donner un coup de main, il fallait être en grande forme physique, etc. Or, c'était à l'opposé de ce que nous souhaitions faire passer comme message. D'où la précision sur « une priorité donnée aux personnes qui fréquentent un service de santé mentale, d'addiction ou d'aide sociale ». Nous voulions que ce public en souffrance se sente le bienvenu, qu'il sache que nous étions avant tout là pour lui : « à l'endroit où tu es de ta fragilité, de ta vulnérabilité peut-être, tu es prioritaire... »

Un point auquel nous ne nous attendions pas a ensuite émergé, sans doute en raison de l'implication de deux partenaires agricoles dans le processus. Ce point, c'est la rémunération des structures partenaires, des agriculteurs qui accueillent les activités. Dès lors qu'il s'agit d'un rendez-vous négocié et fixé, que le travailleur social doit être présent et est payé pour ça, pourquoi serait-ce différent pour les partenaires agricoles ? Eux aussi, leur présence

est requise au jour et à l'heure dits. Ils assurent par ailleurs un accueil, un partage et une transmission de savoirs. Il a donc été décidé de rétribuer l'agriculteur accueillant à hauteur de 330 euros par jour d'activités, soit ce qu'il coûterait à l'association s'il était salarié. C'est une mesure spécifique à Bruxelles qui doit être discutée et harmonisée pour les parterariats wallons.

Comment se compose le groupe de participants, selon quelles modalités...

Je vous renvoie à la définition que j'ai évoquée précédemment: peut venir « toute personne qui souhaite mettre les mains dans la terre, etc. » En réalité, vient qui veut, il n'y a ni sélection, ni inscription. Notre logique est une logique de permanence avec un message implicite: nous sommes là tous les vendredis de 9 heures à 16 heures - 16 heures 30 et vous êtes les bienvenus, que vous soyez en forme ou pas en forme. On vous invite à vous inscrire dans cette journée comme vous le souhaitez, pour quelques heures ou simplement passer dire bonjour, c'est un espace-temps dont vous pouvez disposer comme vous l'entendez. Parfois, on commence la journée à 2 ou 3; parfois on est 15. Cela fait partie du travail de faire avec cette hyper imprévisibilité et d'improviser tout le temps. Et pour l'instant, ça tient !

Les personnes présentes le sont parce qu'elles en ont vraiment envie, pour telle ou telle raison; l'une ne se sent pas bien et a envie de parler, l'autre est en pleine forme et souhaite se dépenser... Quelles que soient leurs motivations, toutes ont choisi d'être là et savent qu'elles peuvent partir à tout moment. C'est pourquoi nous parlons de « volontaires » et non pas de « participants », pour reconnaître la dimension active de cette présence. Volontaire, c'est également leur statut qui assure une couverture en termes d'assurance et permet de bénéficier d'une indemnité de 15 euros parfois loin d'être négligeable.

Peut-on dresser un profil-type de ces volontaires?

C'est très mixte à tous les niveaux: genre, âge, etc. Et extrêmement changeant: parfois les femmes sont surreprésentées et, au rendez-vous suivant, il n'y a quasiment que des hommes...

Certains viennent régulièrement, parfois depuis des années. Pour ceux-là, il s'agit d'un moment très structurant dans leur emploi du temps. C'est notamment le cas des jeunes pensionnés qui ont l'impression de rester dans un cadre de travail.

À l'opposé, il y a des personnes que l'on voit deux-trois fois puis qui disparaissent... Entre ces extrêmes, on a celles et ceux dont la présence fluctue au gré des exigences d'un travail salarié, de l'état de santé, de l'humeur ou encore de la météo. Nous accueillons pas mal de migrants. Le fait que nous appuyons sur la pratique agricole touche quelque chose de sensible chez eux; beaucoup peuvent y raccrocher des souvenirs d'enfance. Ils viennent chez nous chercher l'expérience d'un goût, d'une saveur.

Et pour ce qui est de leurs motivations?

Les gens viennent ici avec leur histoire, qu'ils ont envie de partager ou pas. Moi, je ne demande rien mais je dis à quel endroit je suis disponible, à savoir pour de l'écoute mais pas pour de la prise en charge, donc je ne vais jamais venir questionner les parcours des volontaires. Avec ce positionnement, on renonce à beaucoup d'éléments et on se rend moins facilement compte de l'impact de notre travail mais c'est un renoncement actif, à la fois conscient et volontaire. En intégrant le programme « Soins verts », on déroge à cette règle puisqu'on sait pourquoi le ou la volontaire nous a rejoint mais c'est et doit rester une exception. Il y a dans le social-santé suffisamment de structures vouées à la prise en charge qui veulent savoir où se situe la personne, etc.

Donc, pour répondre – ou plutôt ne pas répondre – à la question, je dirai qu'il est impossible de généraliser ce que chacun ou chacune essaie de garder vivant en participant à nos activités.

Comment ces volontaires arrivent-ils jusqu'à vous?

Nous adressons tous les ans un mail de présentation aux institutions du social-santé auxquelles nous proposons toutes les six semaines une journée portes ouvertes pour venir découvrir notre travail.

Ainsi, ils peuvent ensuite orienter leurs usagers vers nous. Pour le reste, il y a le bouche-à-oreille, aussi bien entre les participants qu'entre les structures.

Avec quels moyens financiers fonctionnez-vous ?

Nous lançons des perches de tous les côtés... Nous tenons beaucoup au caractère intersectoriel de notre activité et nous sommes souvent mal compris et mal reçus par rapport à cela. Selon d'où on nous regarde, on nous considère comme trop ceci ou pas assez cela...

Nous bénéficions d'aides publiques en Région bruxelloise (financement de la Cocof sur les volets promotion de la santé et affaires sociales et santé) et en Wallonie (via l'AVIQ, l'Agence pour une Vie de Qualité, ainsi que les Services Publics Affaires sociales et Développement durable). Nous avons introduit une demande au niveau de l'agriculture mais sommes en attente d'une réponse. Pour le reste nous avons le soutien de quelques fondations.

Le budget est tendu et cette année nous avons dû réduire les temps de travail... Mais cela fait tout de même 13 ans que nous réussissons à faire ce qui nous tient à cœur et que nous aimons.



Prendre soins de la terre et des humain-es

« Nous mettons en relation des agriculteur-ices et des personnes venant de tous horizons (en priorité celles que la vie a amenées à fréquenter des institutions sociales et de santé). Notre **mission** est de créer du lien et de la solidarité autour de la production agricole, pour prendre soin de la santé des humain-es et non-humain-es, soutenir concrètement l'agriculture paysanne, préserver l'accès à une alimentation de qualité pour tous-tes et œuvrer à une société où chaque personne trouve sa place. »
« Pour guider nos actions, nous nous appuyons sur les repères suivants : relier les enjeux de l'agriculture, de l'alimentation, du social et de la santé, créer des espaces où l'on peut agir, apprendre et décider ensemble. Cultiver la diversité des publics et partenaires agricoles, œuvrer activement à l'inclusion et à la déstigmatisation. »

« L'agriculture sociale est une pratique mais également un **projet de société**. Nos Oignons pratique l'agriculture sociale en créant des espaces-temps suspendus, ouverts à tous-tes, qui permettent une participation collective, libre, défrayée et accompagnée aux pratiques agricoles. »

La visée transformatrice est de contribuer à un tissu économique porteur de sens, de soin et de lien social, notamment dans les fermes : socialiser l'agriculture, c'est essayer ensemble de la sortir d'une logique uniquement marchande, l'approcher comme un bien commun. C'est promouvoir une agriculture qui soutient la collectivité et est soutenue par elle. »

Extraits du « Rapport d'activités 2024 »
de Nos oignons.